

**Termes de référence  
(CCTP-TDR)**

**Référence : SAN-2025-0243**

**Prestation d'animation de la capitalisation transversale, de  
la recherche conjointe et de la médiation scientifique dans  
le cadre du Programme DEESSE  
(Droits, Epanouissement Et Santé Sexuelle des Femmes)**



## Table des matières

<b>1. Contexte.....</b>	<b>3</b>
1.1. Historique du programme .....	3
1.2. Le programme DEESSE.....	4
<b>2. Objectifs.....</b>	<b>6</b>
2.1. Objectifs de la composante transversale .....	6
2.2. Objectifs de la prestation .....	6
<b>3. Détail des services à fournir.....</b>	<b>7</b>
3.1. Mission 1 : Accompagner individuellement chacun des consortia sur leur dispositif de capitalisation propre .....	8
3.2. Mission 2 : Accompagner, animer et nourrir la capitalisation croisée entre les deux projets/consortia.....	8
3.3. Mission 3 : Faciliter et accompagner le dispositif de recherche-action par la production de connaissances conjointes .....	10
3.4. Mission 4 : Produire, valoriser, restituer et diffuser les produits des missions 1, 2 et 3 .....	11
<b>4. Méthodologie.....</b>	<b>13</b>
<b>5. Organisation logistique.....</b>	<b>14</b>
<b>6. Cadrage budgétaire .....</b>	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
<b>7. Calendrier prévisionnel et livrables .....</b>	<b>15</b>
<b>8. Candidature et Sélection .....</b>	<b>16</b>
<b>9. L'estimation du budget.....</b>	<b>17</b>
<b>10. Supervision de la prestation .....</b>	<b>17</b>
<b>11. ANNEXES .....</b>	<b>19</b>

# 1. Contexte

---

## 1.1. Historique du programme

En 2018, l'AFD publiait un appel à projets « crises et conflits » (APCC), pour sélectionner un projet visant à améliorer **l'autonomisation sociale des femmes tchadiennes grâce à un meilleur accès aux services de santé sexuelle et reproductive**, englobant la santé maternelle, infantile et celle des adolescent-e-s (SRMNIA) et par la prise en compte des **Violences basées sur le Genre (VBG)**. Cet appel à projets a permis de sélectionner et financer deux projets : le PASFASS et le PROGESAN. Ces deux projets partageaient donc des thématiques et des logiques d'intervention similaires, portant sur les droits et santés sexuels et reproductifs (DSSR), la lutte contre les VBG et l'autonomisation sociale des femmes, ainsi qu'une approche transformationnelle en matière de genre. Tous deux incluaient également un volet recherche-action dans leurs activités.

- **Le PASFASS** (Projet d'Autonomisation Sociale des Femmes tchadiennes par l'Accès aux Services de Santé et la prise en compte des violences basées sur le genre) : ce projet d'un montant de 5 millions d'euros a été mis en œuvre entre 2019 et 2023 par un consortium porté par l'ONG CARE France avec le Bureau d'Appui Santé et Environnement (BASE) et le Groupe URD dans les provinces du Mandoul et du Logone Oriental (extrême sud du Tchad) ;
- **Le ProGeSan** (Protection, genre et santé) : ce projet de 5 millions d'euros est mis en œuvre depuis 2020 par un consortium porté par l'ONG International Rescue Committee (IRC-UK) avec l'Association tchadienne pour le bien-être familial (ASTBEF) et l'Université de Columbia en partenariat avec l'Université de N'Djamena dans les provinces du Guéra et du Wadi-Fira (centre et est du Tchad). Il a fait l'objet d'un financement complémentaire de 1,5 Million € octroyé par l'AFD en novembre 2023 et s'est terminé fin 2024.

Ces deux projets partageaient des thématiques et des logiques d'intervention similaires, portant sur les DSSR, la lutte contre les VBG et l'autonomisation sociale des femmes, ainsi qu'une approche transformationnelle en matière de genre (CAD 2<sup>1</sup>). **Tous deux incluaient également un volet recherche action dans leurs activités. Un exercice de capitalisation croisée, réalisé en 2023<sup>2</sup>** a permis de démarrer une logique de dialogue entre les deux consortia, de partage des expériences et d'apprentissage commun.

Les premières phases de ces deux projets ont produit des résultats prometteurs et ont permis d'enclencher des dynamiques de changement de normes et de comportements au sein des communautés: amélioration de l'autonomisation sociale des femmes par le regroupement en Associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC), autonomisation des adolescentes avec l'approche Girlshine pour le ProGeSan, recommandations issues du volet recherche-action permettant d'adapter les activités en fonction des résultats des études, notamment avec l'étude portant sur les mutilations génitales féminines dans le Mandoul.

Si ces deux projets ont permis d'amorcer des changements de normes et de comportements dans les communautés de leur zone d'interventions respectives, il apparaît également que de tels changements nécessitent d'être renforcés, appuyés sur un temps plus long et mieux portés par les services publics de la santé pour en assurer la pérennité. Sur la base de ce double constat et fort des enseignements des « phases 1 » des deux projets et de la dynamique enclenchée par le travail de capitalisation croisée, **le nouveau programme DEESSE (Droits, Epanouissement et Santé Sexuelle des Femmes) ambitionne de s'inscrire dans la continuité des précédents projets et de capitaliser sur les résultats et les succès obtenus, en rassemblant les « phases 2 » de chacun de ces projets, et en y ajoutant une composante**

---

<sup>1</sup> Marqueur du Comité d'Aide au Développement (CAD) de l'OCDE : le marqueur CAD 2 est attribué aux projets dont l'égalité hommes-femmes est l'objectif principal du projet.

<sup>2</sup> Le Titulaire retenu aura accès à l'ensemble des livrables de la capitalisation croisée de la phase 1, ainsi que des rapports d'évaluation produits sur chacun des projets.

**transversale.** Celle-ci aura pour objectif de construire des synergies entre les deux projets via des démarches de capitalisation et recherche-action pour améliorer leur efficacité et la qualité de leurs actions tout au long du programme, tout en permettant de formuler des recommandations utiles à l'action publique dans ce domaine et de pouvoir participer à un dialogue de politique publique.

## **1.2. Le programme DEESSE**

Au Tchad, les facteurs socio-économiques, culturels et démographiques limitent l'accès aux services de santé, en particulier pour les femmes et les filles. Les mariages et grossesses précoces aggravent les taux élevés de mortalité maternelle et infantile. Par ailleurs, les normes culturelles et religieuses, associées au faible statut socio-économique des femmes, limitent leur accès aux soins de santé reproductive et restreint l'autonomie des femmes ainsi que leur pouvoir d'agir en matière de santé. Le programme vise ainsi à répondre à cette problématique en s'attaquant aux facteurs structurels qui limitent l'accès aux services de santé et la capacité des femmes et des filles à décider pour leur propre santé. Il cherche à renforcer le système de santé pour promouvoir une offre de soins en DSSR/SRMNIA sensible au genre et renforcer la demande d'accès aux services de santé sexuelle et reproductive. Le programme s'efforce également de lutter contre les VBG, et de promouvoir l'autonomisation des femmes et des filles face aux normes patriarcales, tout en favorisant l'implication des garçons et des hommes en matière de DSSR et de lutte contre les VBG. En collaborant avec les acteurs locaux, il vise ainsi à améliorer les conditions de vie des femmes, des filles et des communautés.

Il est important de noter que les leviers et obstacles à l'accès aux droits sexuels et reproductifs, les pratiques en matière de santé reproductive, maternelle et infantile et les facteurs de violence basée sur le genre, sont différentes dans les diverses zones couvertes par le projet. En effet, les territoires ciblés par le projet ont des caractéristiques culturelles spécifiques (communautés Sara dans le Moundoul et le Logone, communautés arabes dans le Wadi Fira) et des enjeux particuliers (question des réfugiées soudanaises dans le Wadi Fira, des réfugiées centrafricaines dans le Moundoul et le Logone). Ces différences socio-culturelles et contextuelles seront à prendre en compte dans les travaux de capitalisation effectués, notamment lorsqu'ils seront transversaux aux différentes zones du projet<sup>3</sup>. L'impact du conflit soudanais depuis 2023 sur les populations dans le Wadi Fira et ses conséquences en matière de VBG et d'accès aux soins et droits sera particulièrement important à analyser.

Le programme sera mis en œuvre en étroite collaboration avec le Ministère de la Santé Publique (MSP) et le Ministère de la Femme et de la Petite Enfance (MFPE) et leurs services déconcentrés. IRC et Care, en tant que chefs de file des consortia, seront responsables de la qualité et de la cohérence des interventions ainsi que du suivi-évaluation et du rapportage aux autorités sanitaires et à l'AFD.

**L'objectif général du programme DEESSE est donc de réduire les inégalités entre les femmes et les hommes au Tchad en améliorant les droits et la santé sexuels et reproductifs.** Le programme se décline en trois objectifs spécifiques qui correspondent aux 3 composantes du programme :

- **Objectif Spécifique 1** : Promouvoir la demande de services DSSR /SRMNIA/ VBG pour répondre aux besoins spécifiques des femmes et des adolescent.es
- **Objectif Spécifique 2** : Améliorer l'accès, la qualité et l'utilisation de l'offre de soins en DSSR/SRMNIA/VBG afin de répondre notamment aux besoins spécifiques des femmes et des adolescent.es

---

<sup>3</sup> Liens vers quelques études abordant les spécificités des enjeux de genre dans les provinces couvertes par le projet : [https://www.acra.it/images/allegati/cosa\\_allegati/paes/ciad/tcdfem\\_Etude\\_VBG\\_4feb.pdf](https://www.acra.it/images/allegati/cosa_allegati/paes/ciad/tcdfem_Etude_VBG_4feb.pdf); <https://pasas-minka.fr/fr/resources/download/1128>; [https://www.un.org/peacebuilding/sites/www.un.org.peacebuilding/files/documents/chad\\_updated\\_conflict\\_analysis\\_-\\_2024.pdf](https://www.un.org/peacebuilding/sites/www.un.org.peacebuilding/files/documents/chad_updated_conflict_analysis_-_2024.pdf)

- **Objectif Spécifique 3** : Améliorer la connaissance des déterminants sociaux et sanitaires qui influencent l'accès aux services de DSSR/SRMNIA/VBG

Le programme sera structuré autour de trois composantes détaillées ci-dessous. Les composantes 1 et 2 s'inscriront dans la continuité des activités de la première phase et chercheront à en pérenniser les acquis. Elles prendront en compte les recommandations issues de la phase 1 des projets, via les exercices d'évaluation, de capitalisation et de recherche menés.

### **Composante 1 – Promotion de la demande**

Cette composante vise à promouvoir la demande de services de DSSR et SRMNIA, ainsi que la demande relative à la prise en charge des VBG afin de répondre aux besoins des femmes et adolescent.e.s. Les activités du programme s'articulent autour d'objectifs communs aux deux consortia, complétés par des approches spécifiques à chaque consortium selon son expérience. Les activités de la Composante 1 sont centrées autour du triptyque Information, Education et Communication. Un travail d'information des populations cibles sur les sujets DSSR, SRMNIA et VBG sera réalisé à travers la promotion d'un dialogue communautaire sur ces thématiques. Ainsi, il s'agira d'informer et de sensibiliser l'ensemble des acteurs clés tant au niveau des structures de santé que de la société civile. Des ateliers de sensibilisation dédiés aux femmes, aux hommes et aux adolescent.e.s seront organisés. Des espaces de dialogues ainsi que des espaces d'écoute sensibles au genre seront également créés et/ou appuyés, à la fois au sein de la communauté et dans le milieu scolaire.

### **Composante 2 – Renforcement de l'offre**

La deuxième composante vise à l'amélioration de l'accès, de la qualité et de l'utilisation de l'offre de soins en DSSR/SRMNIA/VBG. Les structures sanitaires des localités d'interventions seront renforcées en vue d'assurer une prise en charge efficiente des femmes et adolescent.e.s sur tout le continuum de soins. Des formations sur les thématiques DSSR/SRMNIA/VBG/PF seront organisées à destination de l'ensemble des acteurs- et des actrices de la chaîne de soins : personnels de santé communautaires, médecins, sages-femmes, accoucheuses traditionnelles. Un accompagnement et des supervisions formatives seront menées par les équipes des deux consortia, ainsi que des services déconcentrés du MSP tout au long du programme. Les structures sanitaires bénéficiaires recevront également un appui matériel, en petits équipements et logistique (approvisionnement en médicaments notamment).

Concernant les VBG plus spécifiquement, un travail de formation des différents acteurs et des différentes actrices de la chaîne de prise en charge sera réalisé auprès des parties prenantes judiciaires, sociales et médicales.

Le consortium continuera l'appui à l'autonomisation des femmes à travers la mise en place d'AVEC (Associations Villageoises d'Epargne et de Crédit), pour renforcer le pouvoir d'achat des femmes et leur permettre d'appuyer leur conjoint dans le paiement des charges familiales.

La gouvernance des centres de santé sera également appuyée, notamment à travers le renforcement des Comités de Santé (COSAN) et les Comité de Gestion (COGES) qui seront ainsi accompagnés par les consortia. Les consortia œuvreront également à renforcer la collaboration avec le MSP et ses services techniques au niveau national, régional et local. Des comités de pilotage au niveau national et provincial seront organisés par chaque consortium, qui appuieront également la planification des activités des districts sanitaires et l'organisations de comités directeurs des délégations sanitaires et des districts.

### Composante 3 – Production de connaissances

Cette dernière composante vise à améliorer la connaissance des déterminants sociaux et sanitaires qui influencent l'accès aux services de DSSR/SRMNIA/VBG, via les volets de recherche opérationnelle embarquée dans chacun des projets, dans le but d'une plus grande contribution au dialogue de politique publique.

Chaque projet mènera des recherches-action sur les thématiques d'intervention du programme. Tout comme dans la phase 1, les résultats de ces recherches permettront d'orienter les activités mises en œuvre par chacun des consortia. Les questions de recherche de chaque consortium seront complémentaires de celles menées lors de la phase 1. Le PASFASS prévoit également de continuer le travail de capitalisation mené lors de la phase 1 avec de la capitalisation au fil de l'eau.

Par ailleurs, au-delà des activités menées par chacun des projets, la composante transversale du programme permettra de **créer des synergies entre les deux projets via des démarches transversales de capitalisation et de recherche conjointe pour améliorer leur efficacité et la qualité de leurs actions tout au long du programme, tout en permettant de formuler des recommandations convergentes utiles à l'action publique dans ce domaine et de pouvoir participer à un dialogue de politique publique.**

Cette composante transversale inclut une activité de **capitalisation croisée** entre les deux projets, tout au long de leur exécution, et une activité de **recherche conjointe et de médiation scientifique**, visant à valoriser et diffuser plus largement les résultats des recherches issues de la phase 1 auprès des décideurs politiques, des partenaires techniques et financiers (PTF) et de la société civile, et d'autre part de créer des synergies autour de thématiques communes aux deux projets.

## 2. Objectifs

---

### 2.1. Objectifs de la composante transversale

L'inscription de cette démarche transversale, croisée entre les deux projets du programme DEESSE, est une nouveauté par rapport aux précédentes phases du PASFASS et du ProGeSan. Elle vise à :

- Rassembler les acteurs et amorcer une dynamique entre les acteurs de chaque projet pour dépasser l'approche en silo,
- Croiser et disséminer les apprentissages issus de chaque projet,
- Alimenter un dialogue de politiques publiques sur les thématiques du programme,
- Permettre une meilleure visibilité des résultats des interventions financées par l'AFD au Tchad.

### 2.2. Objectifs de la prestation

L'objectif de la prestation est triple :

- **Appuyer individuellement les deux consortia dans l'appui et le renforcement** de leur démarche de capitalisation propre à chacun des projets, s'ils en font la demande ;
  - o **Proposer des actions/activités qui faciliteront la capitalisation des acquis de chaque projet**
- **Accompagner la production de connaissances transversales**, au travers de :
  - o **La mise en place et l'animation d'un dispositif de capitalisation croisée entre les deux projets**
  - o **La facilitation des synergies de recherche entre les deux projets**

- **Valoriser et diffuser les apprentissages** issus de la recherche et de la capitalisation croisées entre les deux projets, au travers de :
  - **La vulgarisation des résultats et leur diffusion, notamment dans une logique de médiation scientifique**
  - **L'animation d'une démarche de mobilisation et de plaidoyer**

**L'apprentissage collectif** doit guider cet exercice dans toutes ses phases. Il est donc attendu que la prestation soit réalisée dans une logique participative, dynamique ouverte au plus grand nombre d'acteurs et d'actrices mobilisé-e-s sur les projets. Par ailleurs, la prestation doit permettre de **produire des livrables utiles** (pratiques, concrets et utilisables, quelles que soient leurs formes) aux équipes des projets et de l'AFD : venant nourrir la mise en œuvre, valoriser les expériences et leur visibilité, contribuer au plaidoyer sur ces thématiques, etc.

La prestation couvrira la durée des projets appuyés (2025-2028) et pourra se prolonger pour achever l'exercice de capitalisation. Le Titulaire précisera dans sa proposition la durée nécessaire pour mener à bien leurs missions.

Les attentes principales se déclinent tout au long de l'exécution des deux projets :

**De façon individuelle**, accompagnement de chacun des projets pour :

- En fonction des besoins, accompagner et nourrir les démarches de capitalisation prévues dans le cadre des projets<sup>4</sup> ;

**De façon croisée** entre les deux projets concernés :

- Accompagner l'émergence des axes de capitalisation et les sujets de recherche communs portés par les acteurs concernés (membres des consortia et AFD) ;
- Identifier, croiser et apprécier les pratiques portées par les projets tout au long du projet et leurs liens ;
- Faciliter l'articulation des résultats de recherche sur les thématiques communes, et garantir la rigueur des méthodes et la qualité scientifique des analyses/livrables produits ;
- Accompagner l'identification des utilisateurs/destinataires des produits de capitalisation et de recherche, élaborer des livrables en cohérence avec ceux-ci, aider à leur valorisation et leur diffusion ;
- Mettre en perspective et enrichir les enseignements croisés des projets en échangeant avec d'autres projets hors du cadre du programme DEESSE (par exemple, d'autres projets financés par l'AFD au Tchad portant sur les mêmes thématiques, comme la troisième phase du projet d'Appui au secteur de la santé (PASST 3), porté par le Ministère de la Santé Publique).

### 3. Détail des services à fournir

---

La prestation est composée des quatre missions suivantes :

- **Mission 1** : accompagner individuellement chacun des deux consortia pour renforcer, si besoin, leur système de capitalisation et le faire remonter / converger au niveau transverse ;
- **Mission 2** : accompagner, animer et nourrir la capitalisation croisée entre les deux consortia ;
- **Mission 3** : faciliter la production conjointe de connaissances de recherche
- **Mission 4** : valoriser, restituer et diffuser les produits des missions 1, 2 et 3

---

<sup>4</sup> Ces démarches individuelles de capitalisation étant à la main de chacun des consortiums, elles seront différentes en termes d'objectifs, de moyens mobilisés, d'acteurs impliqués, etc. Le Titulaire retenu devra donc s'adapter à ces spécificités et leurs implications en termes de besoins éventuels d'accompagnement.

Par ailleurs, le Titulaire pourra être amené à participer ponctuellement aux instances de pilotage du programme DEESSE, notamment au Comité de Coordination de l'axe transversal qui se tiendra 2 fois par an (par exemple pour présentation de l'avancement des travaux de capitalisation croisée et/ou de recherche conjointe en lien avec les deux consortia).

### **3.1. Mission 1 : Accompagner individuellement chacun des consortia sur leur dispositif de capitalisation propre**

Pour cette mission, le Titulaire pourra accompagner individuellement chacun des deux consortia pour appuyer au besoin leur système de capitalisation.

Le Titulaire pourra déployer les activités suivantes avec les structures porteuses de projets et leurs partenaires en fonction de la pertinence du contexte et les modes de faire :

- Accompagner le **dispositif de capitalisation** interne à chaque projet :
  - Accompagner méthodologiquement les dispositifs mis en place par chacun des projets ;
  - Nourrir les travaux de capitalisation transversale mis en œuvre.

La mise en œuvre de ces dispositifs propres à chaque projet relève de l'entière responsabilité des consortia. **Ainsi, le Titulaire se positionnera comme un accompagnant et un facilitateur aux côtés des consortia, et pourra être force de proposition dans la recherche de solutions pour les structures porteuses de projets.**

Le Titulaire veillera à proposer un accompagnement réaliste et efficace, c'est-à-dire apportant un appui utile, sans être chronophage. Le détail des modalités et moyens dédiés à cet accompagnement pourra être défini au moment du cadrage sur la base des possibilités, besoins et enjeux de chaque consortium sur ce sujet.

### **3.2. Mission 2 : Accompagner, animer et nourrir la capitalisation croisée entre les deux projets/consortia**

La démarche de capitalisation transversale revient à expliciter des savoirs implicites issus de l'expérience croisée des deux consortia du programme. Elle permet ainsi :

- L'identification de nouvelles connaissances concrètes issues de l'expérience croisée des projets « terrain ».
- Le développement des capacités des porteurs de projets et de l'AFD : le processus de capitalisation est en soi une démarche formatrice pour les contributeurs.
- Le tri parmi les données de l'expérience et leur analyse, afin de ne pas s'encombrer du superflu et de se concentrer sur des connaissances pertinentes pour les projets.

Il est attendu de la part des prestataires de concevoir un dispositif de **capitalisation croisée commun aux deux projets** en s'appuyant sur les dispositifs propres à chaque projet. La capitalisation croisée devra ainsi permettre :

- L'identification **d'axes de capitalisation communs**,<sup>5</sup> des contributeurs clefs de cette capitalisation, des produits de capitalisation et de leurs usages souhaités;
- L'identification et **l'analyse des nouvelles connaissances issues de l'expérience croisée des projets et leurs partenaires** pour chacun des axes de capitalisation ;

---

<sup>5</sup> A ce stade, les axes de capitalisation n'ont pas été encore définis. Des réunions préalables entre l'AFD et les deux consortia ont permis l'identification d'orientations préliminaires (voir ci-dessous), qui ont vocation à être approfondies et/ou complétées lors de la phase de cadrage au démarrage de la prestation, puis validées collectivement à l'occasion de la note de cadrage. Les axes seront ensuite précisés.



- La **confrontation et l'échange autour de ces expériences** entre les organisations et leur partenaires (voire au-delà) ;
- L'identification de produits/livrables utiles et utilisables pour les destinataires préalablement ciblés ;
- La valorisation **d'expériences innovantes** d'intérêt général ;
- **L'alimentation d'un plaidoyer** auprès des autorités locales et nationales.

Le Titulaire accompagnera l'émergence des axes de capitalisation en collaboration étroite avec les acteurs et actrices concerné.e.s (consortia et AFD). Une attention particulière sera accordée à la **dynamique participative** mise en place par l'équipe de consultants et à la diffusion des résultats de la prestation au Tchad, et ce **tout au long de la mise en œuvre des projets**.

En particulier, il s'agira d'analyser les principaux facteurs de succès et d'échecs, les bonnes pratiques et les freins, et leurs apprentissages associés, en lien avec les systèmes SERA de chaque consortium ; et enfin les conditions de leur pérennisation et passage à l'échelle. Cette analyse s'appuiera sur une approche méthodologique participative et inclusive, au moyen d'entretiens avec les acteurs des projets et d'ateliers participatifs croisés lors des missions de terrain, dont les acteurs parties prenantes (acteurs du projet, éventuellement invitation à d'autres acteurs, si pertinent, etc.) et la fréquence sera à déterminer. Il s'agira également d'articuler étroitement les dynamiques évaluatives et de capitalisation par projet et la capitalisation croisée au fil de l'eau pour éviter les redondances et favoriser les complémentarités et les synergies.

**A titre indicatif**, des questions de capitalisation transversales sont mentionnées ci-dessous, mais cette liste devra être révisée, complétée ou modifiée au cours de l'approche méthodologique pour prioriser quelques thématiques les plus intéressantes, pertinentes et utiles pour les acteurs porteurs des projets. Les axes de capitalisation seront identifiés au démarrage et pourront évoluer ou s'enrichir au fur et à mesure de l'exécution des projets et au fil des réunions du groupe de travail, en fonction des enseignements émergents de la mise en œuvre des projets.

- Comment accompagner des changements de comportements durables et ancrés dans les communautés ?
- Comment communiquer et sensibiliser le public adolescent, dans le cadre de l'accès à la Planification Familiale notamment ?
- Comment davantage impliquer et sensibiliser les garçons et les hommes sur ces thématiques ?
- Comment faire le lien entre les niveaux local et central / impliquer et convaincre les autorités régionales et nationales ?

Ce dispositif de capitalisation transversale devra être complémentaire aux dispositifs de capitalisation déjà mis en place par les consortia et ne pas s'inscrire en doublon.

L'animation en continu permettra de faciliter le partage d'expérience et la remontée d'enseignements tout au long de la mise en œuvre des projets, afin de **faire vivre cette communauté de pratiques au-delà des rendez-vous collectifs ponctuels**.

### **Contributeurs et contributrices :**

La « matière première » alimentant la capitalisation devra émaner principalement des organisations membres des consortia et de leurs partenaires locaux, mais aussi des agent.e.s de l'AFD impliqué.e.s sur les thématiques. L'idée est que l'AFD puisse aussi jouer un rôle de contribution à la capitalisation, et pas uniquement de bailleur.

Une attention particulière sera apportée à l'implication de toutes les parties prenantes et en particulier des acteurs et actrices de terrain des deux projets : l'enjeu étant de ne pas uniquement associer un groupe restreint d'acteurs ayant la possibilité/disponibilité de se rendre à N'Djamena. La prestation pourra ainsi proposer **différents types de formats (ateliers, webinaires, organisation de visites/voyages d'études entre équipes de chaque projet, autres.)** de nature à générer une **dynamique associant l'ensemble des parties prenantes des projets.**

*Il ne s'agira pas pour le Titulaire d'effectuer le travail « à la place de », mais bien d'apporter un accompagnement méthodologique, en alternant entre des postures de facilitation, d'animation, d'appui, et suscitant une réflexion collective et transversale aux différents projets. Le Titulaire devra donc veiller à structurer la réflexion et la production collective, sans pour autant déposséder les acteurs et actrices par des grilles de lecture dans lesquelles ils et elles ne se retrouveraient pas tout à fait. Le Titulaire aura ensuite pour rôle de retranscrire le fruit de cette réflexion collective dans des livrables qu'il aura la charge de concevoir et de piloter.*

Il est attendu de la part des prestataires de concevoir un dispositif permettant l'intégration de l'activité de capitalisation au niveau projet, et qui nourrisse surtout une réflexion transversale communes aux projets appuyés. L'objectif est d'éviter les couches d'appui en parallèle, sans articulation, et d'intégrer par exemple la collecte de données en vue de la capitalisation aux activités de collecte liées aux dispositifs de suivi-évaluation des projets. Il est également souhaité que la composante transversale « recherche » puisse s'appuyer sur les dispositifs SERA respectifs, dans la mesure du possible.

Il est attendu de la part des prestataires de faire émerger les enseignements des diverses expériences de projets par rapport aux axes De capitalisation identifiés : confronter les expériences, les mettre en commun, analyser et interpréter les leçons.

### **3.3. Mission 3 : Faciliter et accompagner le dispositif de recherche-action par la production de connaissances conjointes**

Pour cette mission, il s'agira de faciliter la production de connaissances conjointes de recherche en mettant en place :

- Une méthodologie partagée entre les consortia pour assurer la complémentarité et la cohérence des travaux de recherche des deux consortia ;
- Des espaces d'échange et de collaboration entre les équipes de recherche afin de favoriser le partage d'expertises et de résultats intermédiaires ;
- Un accompagnement méthodologique pour garantir la rigueur scientifique des recherches menées.
- Un cadre de recherche-action garantissant l'utilité et l'utilisation des résultats des recherches à des fins opérationnelles.

#### **Planification et gestion des activités de recherche**

La planification et la gestion des activités de recherche incluent l'organisation ou la facilitation de réunions d'équipe régulières pour la composante transversale et ses activités de recherche conjointes entre les consortia<sup>6</sup>. Ces réunions devront s'appuyer sur une feuille de route précise, définissant les échéances clés et les objectifs à atteindre. Elles visent notamment à assurer la mise en commun des résultats, qu'ils soient intermédiaires ou finaux, afin de garantir une synergie adéquate.

#### **Suivi de la qualité scientifique**

---

<sup>6</sup> La mise en œuvre de ces dispositifs de recherche propres à chaque projet relève de l'entière responsabilité des consortia.

Le suivi de la qualité scientifique implique des discussions et des échanges visant à garantir la rigueur des analyses scientifiques sur le.s thème.s retenu.s par les consortia.

**A titre indicatif**, les axes potentiels seront identifiés au démarrage et pourront évoluer ou s'enrichir au fur et à mesure de l'exécution des projets et au fil des réunions du groupe de travail, en fonction des enseignements émergents de la mise en œuvre des projets :

- Le rôle des garçons et hommes dans l'accès à la santé sexuelle et reproductive (SSR)
- Les violences gynécologiques et obstétricales et soins de maternité respectueux.

Le Titulaire aidera les consortia à définir le ou les sujets de recherche à explorer.

Il s'agira également de veiller à la qualité scientifique des livrables produits, à leur cohérence entre les différents projets (rapports, policy papers, infographies, contenus multimédias), et de s'assurer que les documents validés par les instances compétentes sont alignés stratégiquement avec les objectifs des projets PASFASS et ProGeSan.

Un suivi attentif des approches méthodologiques devra être effectué pour garantir l'harmonisation entre PASFASS et ProGeSan, incluant la validation des protocoles de recherche, des guides d'entretien et des outils de collecte pour les activités de recherche conjointe dans le cadre de la composante transversale. Si des écarts ou des incohérences sont identifiés dans les méthodologies ou les livrables des deux projets, des ajustements ou améliorations devront être proposés. La pertinence et la qualité des contributions liées à la composante transversale seront assurées par une relecture approfondie et une validation rigoureuse des rapports techniques semestriels (reporting) élaborés par les consortiums.

### **3.4. Mission 4 : Produire, valoriser, restituer et diffuser les produits des missions 1, 2 et 3**

Les produits devront être pensés en fonction des destinataires finaux identifiés au fil des travaux et de l'usage qu'ils en auront. Ces propositions devront être discutées avec l'AFD. Le Titulaire devra être force de proposition sur les formats les plus pertinents à appliquer sur ces produits, et sur les approches les plus adéquates en termes de valorisation et de diffusion. Ces approches seront spécifiques aux contenus (savoirs issus de la capitalisation ou de la recherche par exemple) ainsi que du type de produits (format, usagers, etc.).

A ce titre, le Titulaire devra être en mesure de mobiliser des compétences graphiques, audio, vidéo, numériques afin de valoriser, restituer et diffuser les produits des missions 1, 2 et 3.

**Il est attendu des prestataires qu'ils soient force de proposition dans l'offre technique et financière ainsi que tout au long de l'exercice**, et qu'ils fassent preuve d'une certaine souplesse face à l'évolution possible de certains livrables attendus. Ils produiront les livrables attendus des porteurs de projet, et appuieront au besoin la coordination entre consortia dans le cadre de l'organisation des événements de restitution ou valorisation de ces livrables.

#### **3.4.1 - Produits issus de la capitalisation**

Le Titulaire réalisera avec les organisations porteuses de projet et l'AFD les produits de capitalisation en visant les objectifs suivants :

- Les produits de capitalisation ont vocation à diffuser auprès des acteurs tchadiens du secteur (PTF, société civile, Ministères de la Santé, de la Femme, de l'Education, de l'Enseignement supérieur, de la Justice...) et les PTF les enseignements du programme DEESSE. Ces produits présenteront les enjeux associés aux thématiques de DSSR, de lutte contre les VBG et de l'autonomisation sociale des femmes au Tchad et seront illustrés par les expériences issues des deux projets, ainsi que les conditions, prérequis etc. pour nourrir leur mise en œuvre

(outils à destination des équipes opérationnelles par exemple) mais aussi le plaidoyer auprès des autorités locales et nationales (dont la liste pourra être définie avec les consortia).

- Les produits de capitalisation ont, dans le même temps, vocation à nourrir des lignes directrices pour la division santé et protection sociale de l'AFD dans le cadre de la conception de ses futurs projets sur ce secteur.

### **3.4.2 - Produits de médiation scientifique**

**La diffusion et la vulgarisation des résultats impliquent :**

- Des actions de valorisation des résultats de recherche pour une meilleure diffusion auprès des acteurs de la société civile, de la recherche, et des partenaires techniques et financiers.
- Une dynamique de plaidoyer fondée sur les résultats de la recherche afin d'alimenter les politiques publiques en matière de DSSR, de lutte contre les VBG et d'autonomisation des femmes (orientation des activités d'information/éducation, communication, adaptation des outils de sensibilisation...).

Les équipes de recherche devront aider à faire lien entre la recherche et les actions qui en découleront.

**Plusieurs actions clés sont à envisager :**

- Développement de partenariats internationaux et valorisation scientifique – en collaboration avec les partenaires locaux:
  - Associer d'autres chercheurs internationaux spécialisés pour crédibiliser les résultats et leur diffusion.
  - Présenter les résultats de recherche à travers des webinaires, séminaires en ligne pour différents publics : académique, praticiens et décideurs concernés.
  - Publication si possible, dans des revues internationales : identifier des revues à comité de lecture pertinentes et y soumettre des articles basés sur les résultats de recherche.
- Engagement dans un plaidoyer global :
  - La production et la supervision de supports de communication et de vulgarisation, tels que des vidéos, des podcasts, des fiches synthétiques et des contenus pour les réseaux sociaux, porteront sur trois axes principaux : (i) les résultats des études communes aux deux projets, menées dans le cadre de la composante transversale « recherche »; (ii) les résultats non valorisés de la phase 1 des projets PASFASS et ProGeSan auprès des décideurs politiques, des partenaires techniques et financiers (PTF) et de la société civile; et (iii) les résultats des études spécifiques réalisées dans chacun des projets au cours de la phase 2, en veillant à leur cohérence pour éviter tout doublon. Une feuille de route à cet effet devra être produite indiquant, pour chaque produit, les publics cibles prioritaires identifiés.
  - Enfin, des synthèses adaptées aux différents publics cibles, tels que les experts, les leaders communautaires ou les décideurs politiques, seront préparées, avec une identification claire des priorités en termes de public cible.
  - Adaptation linguistique pour une audience internationale : traduire et adapter les principaux livrables (rapports, policy papers, vidéos) en plusieurs langues pour une diffusion élargie et accessible.
- Participation à des événements scientifiques internationaux : aider le personnel programme à contribuer à des conférences, panels de discussion et ateliers spécialisés sur les DSSR, les VBG et l'égalité des genres, en impliquant les parties prenantes clés, notamment les institutions locales, les décideurs et les bailleurs.

## Plaidoyer et mobilisation

Les activités de plaidoyer et de mobilisation devront se concentrer sur l'élaboration de recommandations opérationnelles et politiques fondées sur les résultats des études, avec pour objectif de contribuer à l'action publique dans le domaine des droits et de la santé reproductive. Ces recommandations concrètes pourront servir au dialogue de politiques publiques et soutenir par les résultats de recherche, des réformes ou des projets de loi liés à la santé reproductive.

En complément, il sera essentiel d'impliquer activement les décideurs politiques, les institutions locales et les leaders communautaires dans un dialogue sur les résultats et les implications des projets. Cette mobilisation pourra passer notamment par l'organisation d'ateliers participatifs permettant de co-construire des recommandations adaptées avec les acteurs visés.

## 4. Méthodologie

---

**Il est attendu que les soumissionnaires précisent dans l'offre technique :**

- La compréhension globale des objectifs et des enjeux sur cette prestation d'accompagnement à la production et la valorisation de connaissances (qu'elles soient issues de la recherche pour la médiation scientifique, ou des pratiques des acteurs pour la capitalisation). **Il est attendu une présentation de la manière dont sera organisée la cohérence et la complémentarité entre les dimensions « recherche » et « capitalisation »** de cette prestation, qui nécessitent des approches et livrables spécifiques, sans toutefois sur-solliciter les équipes projets (des consortia comme de l'AFD).
- **Spécifiquement sur la dimension capitalisation**, la compréhension des enjeux et finalités de la capitalisation croisée ainsi que la méthodologie envisagée à ce sujet. Il est attendu des soumissionnaires d'être force de proposition sur des approches permettant :
  - de mettre les actrices et acteurs porteurs des expériences au cœur du processus de capitalisation ;
  - de mener une capitalisation co-construite avec les bénéficiaires des projets (actrices et acteurs locaux, bailleur, porteurs et porteuses de projets, autres.), le groupe de travail et des représentant-e-s de l'AFD ;
  - de favoriser l'appropriation des résultats de l'évaluation transversale et des innovations ;
  - de proposer un dispositif réaliste, notamment quant aux capacités de mobilisation des différent-e-s acteurs et actrices des projets (membres des consortia, AFD, partenaires) ;
  - d'animer une démarche collective dynamique et mobilisatrice dans le temps (communauté de pratiques), tout au long de la mise en œuvre des projets.
- **Spécifiquement sur la dimension recherche et médiation scientifique**, la démonstration d'une compréhension claire des enjeux liés à la valorisation des résultats scientifiques et de proposer une méthodologie adaptée pour garantir leur diffusion et appropriation. Les propositions devront inclure des propositions concernant :

- **La valorisation des résultats scientifiques**, en mettant en œuvre des actions qui assurent leur compréhension et appropriation par les communautés cibles et les instances décisionnelles.
  - **Le plaidoyer auprès des décideurs locaux**, avec une stratégie articulée autour d'étapes concrètes pour identifier les acteurs clés, mobiliser leur engagement et promouvoir l'intégration des recommandations issues des études dans les politiques publiques ou pratiques locales.
  - **L'approche méthodologique** visant à harmoniser la coordination entre les projets PASFASS et ProGeSan au sein de la composante transversale. L'accent devra être mis sur les outils et mécanismes proposés pour coordonner efficacement les équipes multiculturelles et pluridisciplinaires tout en assurant la cohérence des interventions.
  - **Les priorités et axes d'intervention**, en identifiant les étapes initiales pour aligner les projets de recherche et renforcer leur cohérence, ainsi que les actions prioritaires nécessaires pour engager les parties prenantes dans une dynamique collaborative.
  - **L'analyse et recommandations initiales**, avec une réflexion sur les défis potentiels en matière de gouvernance et de plaidoyer, accompagnée de propositions concrètes et adaptées pour surmonter ces obstacles dans les contextes des projets concernés.
- Le format et la fréquence des réunions, les outils-soutiens d'animation utilisés pour chaque étape pressentie, les activités et outils prévus entre chaque étape, etc. ;
  - La répartition des tâches et du nombre de jours travaillés entre membres de l'équipe, aux différentes étapes de la prestation.
  - Des idées de format de valorisation, restitution et diffusion résultant de la médiation scientifique ainsi que des savoirs issus de la capitalisation croisée
  - L'estimation du temps de mobilisation nécessaire pour les porteurs des projets, l'AFD et les partenaires.

## 5. Organisation logistique

---

Il est attendu que la prestation comporte :

- L'appui à la conception, la facilitation d'ateliers regroupant les porteurs des projets, et de plusieurs de leurs partenaires locaux, panels de discussion et des conférences scientifiques ;
- Le Titulaire sera également responsables de l'organisation logistique de ces différents temps, y compris des aspects d'identification de lieux, location de salles et de matériels nécessaires.
- La réalisation de missions de terrain. Le Titulaire prévoira des ateliers délocalisés de capitalisation et/ou de recherche, permettant des rencontres sur le terrain entre les porteurs de projets.

D'autres interactions, notamment par visioconférence, sont envisageables.

Le Titulaire devra également être en mesure de mobiliser les compétences graphiques, audio, vidéo et numériques et sécuriser le budget correspondant à la réalisation et diffusion des livrables.

### Plan de sécurité

Dans les zones classées orange ou rouge par le MEAE, le Titulaire devra dès la notification du marché, et avant tout déplacement et toute intervention sur le terrain, communiquer son plan de sécurité à un consultant spécialisé en sécurité, désigné et financé par l'AFD. Ce consultant transmettra aux seuls

prestataires des recommandations sur le plan de sécurité communiqué. Le Titulaire décidera sous leur seule responsabilité des suites à donner à ces recommandations.

## **6. Eléments budgétaires (Hors Contrat)**

---

Il est porté à l'attention des soumissionnaires que chaque consortium dispose dans son budget d'un montant forfaitaire de 150 000 euros pour prendre en charge les déplacements et frais de vie liés à sa participation et contribution aux activités de la composante transversale. Les frais à engager pour la mobilisation des équipes des consortia (déplacements et frais associés en vue d'un atelier ou d'une mission par exemple) pourront donc être couverts par les consortia et n'ont pas à être intégrés à la proposition financière du soumissionnaire.

## **7. Calendrier prévisionnel et livrables**

---

La prestation couvrira la durée des projets appuyés et pourra se prolonger pour achever l'exercice. Le Titulaire précisera dans leur proposition la durée qu'ils estiment nécessaire pour mener à bien leurs missions.

### **Les livrables suivants sont attendus pour la dimension « capitalisation croisée » :**

- Note de cadrage pour la démarche de capitalisation croisée
- Feuille de route pour la démarche de capitalisation croisée
- Supports et Compte-rendu des rencontres et ateliers
- Note de synthèse du processus de capitalisation (méthodologie et résultats)
- Rapport d'une vingtaine de pages restituant les principaux enseignements de l'exercice de capitalisation pour l'ensemble des axes
- Livrables de capitalisation à définir au cours de l'exécution en accord avec les consortia et l'AFD

Il est attendu des prestataires :

- La construction participative d'un **dispositif de capitalisation transversale**, tout au long de la mise en œuvre des projets et la proposition d'une méthodologie commune aux deux consortia et à l'AFD ;
- Des **propositions précises (méthodologiques et logistiques)** pour animer la réflexion et la production collective, incluant :
  - Le déplacement des prestataires sur chacun des terrains dans un but de cadrage et de renforcement des capacités méthodologiques en matière de capitalisation, entre autres ;
  - Un dispositif d'animation en continu permettant de faciliter le partage d'expérience et la remontée d'enseignements tout au long de la mise en œuvre des projets, afin de faire vivre cette communauté de pratiques au-delà des rendez-vous collectifs ponctuels. L'idée étant ici de faire vivre la dynamique collective tout au long du programme, en dehors de temps d'échange en présentiel ;
  - L'organisation logistique et l'animation pédagogique d'ateliers collectifs en présence de l'AFD, des porteurs des projets, et de plusieurs de leurs partenaires locaux ;
  - Un éventuel appui à l'AFD pour la valorisation finale des produits de capitalisation
  - Les différents supports et CR issus des ateliers.

Le Titulaire restituera les fruits de la capitalisation transversale sous forme de différentes productions.

**Les livrables suivants sont attendus pour la dimension « recherche conjointe et médiation scientifique » :**

- Note de cadrage pour la recherche conjointe et médiation scientifique : détaillant les approches, outils et thèmes de recherche validés collectivement.
- Feuille de route / stratégie de valorisation pour la recherche conjointe et médiation scientifique : Alignée sur les publics cibles, les priorités des consortiums et les opportunités politiques (au Tchad et au niveau international).
- Supports et comptes rendus : Documentant les rencontres et ateliers.
- Rapports intermédiaires : Présentant les premiers résultats des recherches
- Produits de vulgarisation : Infographies, vidéos, podcasts, articles, et synthèses accessibles avec recommandations stratégiques (policy papers ou notes techniques) pour décideurs, agents communautaires, leaders locaux et communauté internationale en santé mondiale.
- Rapport final d'exécution : Synthèse des enseignements et des résultats consolidés des recherches communes.
- Autres livrables : Les soumissionnaires pourront proposer tout autre livrable qu'ils estiment pertinents au moment de leur offre ; ils pourront également être discutés et validés au moment de la note de cadrage.

*Il est demandé aux soumissionnaires de faire, dans leur offre de service, des propositions détaillées en ce qui concerne la méthodologie qu'ils se proposent de mettre en œuvre en tenant compte des éléments ci-dessus, et de faire éventuellement d'autres propositions méthodologiques argumentées. Les soumissionnaires préciseront également, dans leurs offres de services, la répartition des tâches et le nombre de jours travaillés par chaque membre de l'équipe aux différentes étapes des missions, et les articulations entre eux.*

Un **livrable annuel** présentant l'ensemble des activités menées ainsi que la liste des livrables remis et validés par l'AFD, et s'appliquant aux deux missions listées ci-dessus est attendus afin de procéder à la facturation.

Tous les livrables demandés seront fournis au format électronique. Les livrables non numériques seront envoyés à l'adresse suivante :

Agence Française de Développement  
Division Santé et Protection Sociale  
A l'attention de la Responsable Equipe Projet en charge du Programme DEESSE  
5 rue Roland Barthes  
75598 Paris Cedex 12

## **8. Candidature et Sélection**

Les compétences requises pour réaliser cette évaluation sont celles d'une équipe d'expert.e.s couvrant les domaines et compétences suivants :



- **Expérience professionnelle avérée en matière de capitalisation ouverte et inclusive :** connaissance des différentes méthodes de capitalisations des expériences, capacité à animer une démarche sur plusieurs années ;
- Capacité en matière **d’accompagnement/appui des organisations** sur des sujets méthodologiques et dans une dynamique de renforcement des capacités ;
- Capacité en matière de facilitation/animation du dialogue (ateliers et autres) pluri acteurs (expliciter précisément les expériences antérieures et les méthodologies développées) ;
- Expertise en méthodologies de recherche interdisciplinaires, et expérience internationale en gestion de projets de recherche-action dans des contextes multiculturels ;
- Connaissances en plaidoyer à l’échelle internationale et nationale (Tchad), et aptitude à produire des livrables de haute qualité pour des conférences internationales, incluant des rapports, infographies, policy papers, autres – à préciser ;
- Maîtrise de la simplification et communication des résultats scientifiques pour des publics variés (communautaires et institutionnels) ;
- **Connaissance approfondie des enjeux liés aux thématiques** de DSSR/SRMNIA, de lutte contre les VBG et de l’autonomisation sociale des femmes en Afrique subsaharienne ; connaissance en santé et système de soins au Tchad ;
- Plus largement, connaissance approfondie des enjeux en matière de genre et la santé de la reproduction ;
- Expérience en matière de coopération au développement ;
- Expérience dans les pays d’Afrique subsaharienne et dans des pays de la sous-région;
- Capacité à mobiliser des compétences graphiques, audio, vidéo, numériques afin de valoriser, restituer et diffuser les produits des missions 1, 2 et 3.

**Des partenariats sont possibles et encouragés** s’ils sont nécessaires pour couvrir l’ensemble de ces compétences.

Le Titulaire mobilisé ne devra pas avoir de liens avec les contreparties qui seront susceptibles d’interférer dans les processus d’évaluation-capitalisation et de mettre en doute l’impartialité et l’objectivité de ses conclusions.

Il est entendu qu’en cas de constitution d’équipe ou de groupement, un.e seul.e interlocuteur.trice sera désigné.e pour être le vis-à-vis de l’AFD tout au long de la prestation (chef.fe de mission). Une attention particulière sera portée lors de la lecture des offres à la répartition des jours entre les différents experts et les modalités de coordination au sein de l’équipe.

## **9. L’estimation du budget**

---

Le budget estimé et maximum alloué à cette prestation est de 300 000 € HT.

## **10. Supervision de la prestation**

---

La prestation sera suivie par les Responsables d’Equipe Projet de la division Santé et Protection Sociale (SAN), coordinateur.trice.s de cette prestation et par la chargée de projet santé de l’agence de N’Djamena. Seront également associées les chargé.e.s d’évaluation et de capitalisation de la division

Evaluation et Apprentissage (EVA), et de chargé.e.s de recherche de la division Diagnostics Economiques et Politiques Publiques (ECO).

## 11. ANNEXES

---

### ANNEXE 1 – Présentation des acteurs

#### 1. ProGeSan 2

La maîtrise d'ouvrage du programme pour le concours 01 sera confiée au consortium ProGeSan comme dans la phase 1. International Rescue Committee-UK (IRC), est le lead du consortium composé de l'Association tchadienne pour le bien-être familial (ASTBEF) ainsi que de l'Université de Columbia, qui sont sans mandat de représentation juridique dans le cadre de ce financement.

**IRC** intervient au Tchad depuis 2004. Ses interventions s'inscrivent dans un plan d'action stratégique dont l'objectif est de créer un environnement où les femmes, hommes, filles, et garçons, affectés par les crises, reçoivent une assistance digne et adaptée à leurs besoins. En réponse aux différentes crises, l'IRC a étendu son action dans plusieurs régions du pays et intervient actuellement à l'Est (depuis 2004), et dans le Guéra (depuis 2012). L'IRC intervient également au Lac depuis 2016 et offre une assistance multisectorielle en santé, nutrition, protection, assistance monétaire et relèvement précoce aux personnes réfugiées, aux personnes déplacées internes (PDI) et aux populations hôtes grâce à divers financements. IRC possède une expertise avérée dans la mise en œuvre des interventions et approches innovantes telles que le traitement communautaire des principales maladies de l'enfant, (iCCM) et la prise en charge des maladies non transmissibles (MNT).

**ASTBEF**, organisation tchadienne, créée en 1991, œuvre dans le domaine de la santé de la reproduction dans ses composantes liées à la planification familiale, la maternité à moindre risque/avortement et la lutte contre les IST. Un accent particulier est mis sur les besoins en santé de la reproduction des jeunes et adolescents, l'équité de genre par le plaidoyer et les prestations de services. L'ASTBEF dispose de 6 cliniques pour les activités de sensibilisation et l'offre de services en SR/PF, 11 antennes dans les provinces pour les activités de plaidoyer et de sensibilisation en SR/PF, et enfin, 5 centres d'informations et d'orientations des jeunes (CIOJ) pour offrir des services adaptés en SR/PF aux jeunes. Ces cliniques, antennes et CIOJ sont répartis à travers tout le territoire national.

**L'Université de Columbia (CU)** est un partenaire de longue date d'IRC dans le domaine de la santé publique et plus particulièrement de la santé de reproduction (SR). L'initiative RAISE (Reproductive Health Access, Information and Services in Emergencies) au sein du Heilbrunn Department of Population and Family Health, qui collabore avec le MSP au Tchad depuis 2009 pour l'amélioration des systèmes de suivi -évaluation, la formation sur l'utilisation des données probantes ainsi que la recherche programmatique. Afin de renforcer les compétences des collègues nationaux dans le domaine de la recherche SSR, CU travaillera en étroite collaboration avec IRC et les chercheurs du Laboratoire de Sociologie, d'Anthropologie et des Études Africaines (LaSA) de l'Université de N'Djamena sur la conception, la mise en œuvre et l'analyse de la recherche. Le LASA travaille dans le domaine social, économique, anthropologique, environnemental, culturel et politique. Il a également pour mission de développer les axes de recherche sur les thématiques liées aux dynamiques des sociétés dans le Bassin du Lac Tchad, à la géopolitique et géostratégie entre le Sahel et le Sahara.

## 2. PASFASS 2

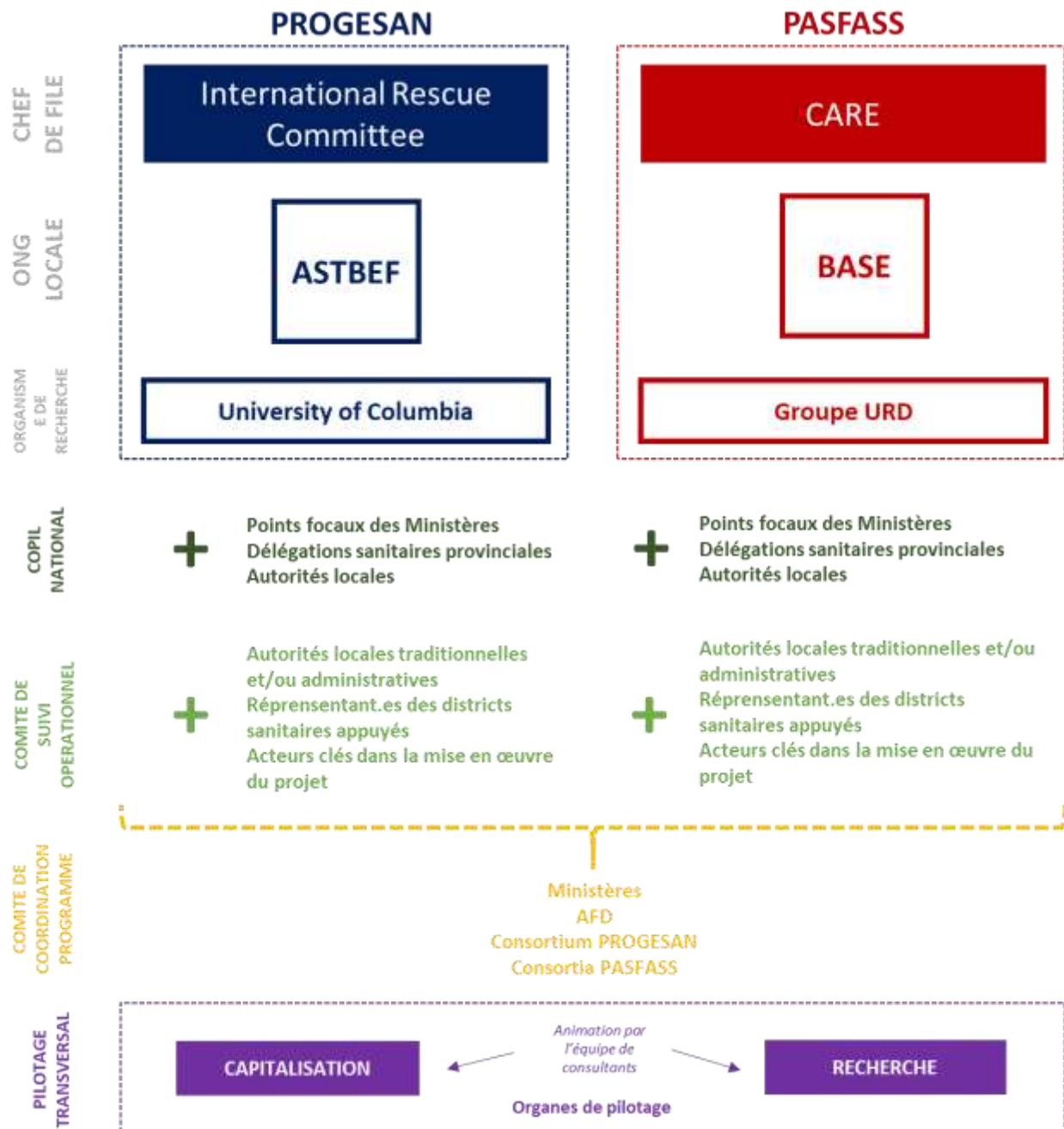
La maîtrise d'ouvrage du programme pour le concours 02 sera confiée au consortium PASFASS comme dans la phase 1. CARE France est le leader du consortium composé de l'ONG tchadienne Bureau d'Appui Santé et Environnement (BASE) et le groupe de recherche URD, qui sont sans mandat de représentation juridique dans le cadre de ce financement. CARE interviendra dans la région du Logone Oriental. BASE interviendra dans le Mandoul et le Groupe URD aura une action transverse à travers le volet recherche-action.

Installée au Tchad depuis 1974, **CARE** est présente dans 13 provinces (Chari Baguirmi, Moyen Chari, Logone Oriental, Logone Occidental, Mandoul, Tandjilé, Lac, Kanem, Ouaddaï, Ndjamena, Wadi-Fira, Ennedi Est et Ennedi Ouest) sur les 23. CARE mène ses interventions de manière conjointe avec des partenaires locaux, internationaux et les services techniques de l'État. Les actions de CARE au Tchad se focalisent plus particulièrement sur les questions d'égalité de genre, d'action humanitaire, de droits à l'alimentation, à l'eau et à la nutrition, de justice économique pour les femmes, droit à la santé et justice climatique.

**BASE** est une OSC créée le 1er juillet 1996, selon un concept de réseau. BASE-Tchad a été créé en 2010. L'objectif de BASE-Tchad est de favoriser l'émergence d'une société prospère, citoyenne, innovante, juste, équitable et responsable de la construction de son devenir. Depuis sa création, BASE-Tchad travaille dans le renforcement du système de santé tchadien et est, de ce fait, l'un des principaux partenaires du ministère de la Santé Publique et de la Prévention. Dès sa création, BASE s'est investi sur les questions d'égalité de genre, en veillant à mettre en valeur et à prendre soin des spécificités liées aux femmes et aux enfants au Tchad, à tous les niveaux (social, psychologique ou en termes de santé), de la sphère privée (famille) à la sphère publique. BASE a notamment beaucoup travaillé pour renforcer la place des femmes et des enfants dans les dynamiques communautaires de gestion de base des dispositifs et des structures de santé.

Le **Groupe URD**, think-tank indépendant spécialisé dans l'analyse des pratiques et le développement de politiques pour l'action humanitaire et la gestion des fragilités a été fondé en 1993. Son expertise pluridisciplinaire, nourrie par des allers-retours permanents sur les terrains de crise et post-crise, lui permet d'appréhender le fonctionnement du secteur dans son ensemble. Attaché à l'échange de connaissances et à l'apprentissage collectif, il accompagne les acteurs de l'aide dans les processus d'amélioration de la qualité de leurs interventions. Il intervient notamment en tant que partenaire d'apprentissage en venant en appui aux acteurs en charge de la mise en œuvre opérationnelle d'un projet ou programme pour les soutenir dans le pilotage stratégique et l'amélioration continue, par l'analyse des pratiques et des contextes, la production de connaissances et l'accompagnement à la mise en application des apprentissages.

## ANNEXE 2 – Gouvernance



### **Annexe 3 – Notes de présentation des projets PASFASS et PROGESAN**